

« Le discours doit changer : parlons de pauvreté! »
Une action de visibilité tenue aujourd'hui à Québec



Québec, le 13 novembre 2025 — Aujourd'hui, des groupes populaires, des personnes vivant en situation de pauvreté et des alliés·es ont répondu à l'appel du CLAP-03 (Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec) pour mener une action de visibilité dans le cadre de la campagne *Le discours doit changer : parlons de pauvreté!*, coordonnée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté.

À travers des prises de parole, des messages affichés dans l'espace public et des interventions symboliques, l'action visait à dénoncer les préjugés qui entourent la pauvreté et à réaffirmer que la lutte contre la pauvreté est une question de justice et de respect des droits humains.

« On est tanné·es de se faire dire qu'on n'a qu'à "travailler plus fort". On ne vit pas dans la pauvreté par paresse ou par manque d'ambition. On vit dans la pauvreté parce que les conditions sont faites pour qu'on reste pauvres », a lancé **Rosalie Fournier-Paré**, porte-parole du CLAP-03.

« Ce n'est pas normal que des gens qui travaillent à temps plein n'arrivent même pas à se payer un logement ou une épicerie complète. Ce n'est pas normal que des mères doivent choisir entre nourrir leurs enfants ou payer l'électricité. Pis ce n'est pas normal que le gouvernement continue de faire comme si ce n'était pas grave », a ajouté **Judy Coulombe**, porte-parole du CLAP-03.

Une réalité vécue dans toutes les régions

À Québec comme ailleurs, la pauvreté ne se résume pas qu'à des chiffres. Ce sont des familles qui coupent dans les repas, des personnes âgées qui gèlent l'hiver, des jeunes qui abandonnent leurs études faute de moyens. Pendant ce temps, les gouvernements détournent le regard, et le discours dominant renforce l'idée que la pauvreté est une responsabilité individuelle.

Avec la campagne *Le discours doit changer : parlons de pauvreté!*, le Collectif et ses alliés souhaitent remettre la lutte contre la pauvreté au cœur du débat public, en vue des élections québécoises de 2026.

Une campagne provinciale et des revendications claires

L'action tenue aujourd'hui à Québec s'inscrit dans une tournée à travers toutes les régions du Québec. Objectifs : briser les préjugés, rendre visible les réalités vécues et exiger du gouvernement le respect de ses engagements en matière de droits humains. La campagne s'appuie sur un manifeste lancé par le Collectif, qui rappelle que :

- **La pauvreté est une atteinte à la dignité et aux droits fondamentaux ;**
- **Le Québec a pris des engagements** — Charte des droits et libertés de la personne, traités internationaux et *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* — et il est temps qu'il les respecte ;
- **Des mesures structurantes** doivent être mises en place :
 - Rehaussement des protections publiques pour assurer un revenu couvrant les besoins de base ;
 - Salaire minimum décent ;
 - Politique globale en habitation ;
 - Loi-cadre sur le droit à l'alimentation ;
 - Accès universel et gratuit à l'éducation ;
 - Interdiction du privé en santé.

« On ne demande pas la lune. On demande juste que le gouvernement respecte ses propres engagements et qu'il assume ses responsabilités », a rappelé **Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.**

D'autres activités suivront au cours des prochains mois. Pour en savoir plus sur la campagne du Collectif ou pour signer son manifeste : <https://www.pauvrete.qc.ca/>

Source : Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec

Personne-ressource :

- Olivier Amiot (Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec), info@actionchomage.org / 581-309-2895

